ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur, le 14 juin 2000, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "portant règlement de procédure particulier au contentieux des décisions relatives à l'accès au territoire, au séjour, à l'établissement et à l'éloignement des étrangers", a donné le 20 juin 2000 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 14 juni 2000 door de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende bijzondere procedureregeling inzake geschillen over beslissingen betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen", heeft op 20 juni 2000 het volgende advies gegeven :

Suivant l'article 84, alinéa 1er, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, inséré par la loi du 4 août 1996, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

La lettre s'exprime en ces termes :

"(l'urgence) ... est motivée par les circonstances suivantes :

- l'entrée en vigueur, le 30 mai 2000, de la loi du 18 avril 2000 modifiant les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, ainsi que la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers;

- il s'indique, compte tenu de l'importance sans cesse croissante de ce contentieux ainsi que de la nécessité d'en assurer un traitement plus rapide et plus efficace par le Conseil d'Etat, de pouvoir appliquer dans les meilleurs délais les nouvelles règles de procédure particulières au contentieux devant le Conseil d'Etat des décisions relatives à l'accès au territoire, au séjour, à l'établissement et à l'éloignement des étrangers;

- il en va notamment ainsi en ce qui concerne les recours qui pourraient être très prochainement introduits contre des décisions prises en application de la loi du 22 décembre 1999 sur la régularisation de séjour de certaines catégories d'étrangers séjournant sur le territoire du Royaume et ce, à la suite de la récente mise en place des chambres de la Commission de régularisation créée par cette loi;

- l'avant-projet de règlement de procédure particulier a par ailleurs été rédigé par la section de législation du Conseil d'Etat, en application de l'article 6 de ses lois coordonnées, et seules quelques modifications de détail ont été apportées à ce texte;

- il résulte de ce qui précède que le texte doit entrer en vigueur le plus rapidement possible tout en veillant cependant à ce qu'un temps suffisant soit laissé entre sa publication et son entrée en vigueur, afin de permettre aux administrés, à l'administration et au Conseil d'Etat de se familiariser avec ce texte ou de prendre les mesures nécessaires pour s'y conformer notamment en ce qui concerne les programmes informatiques et les formulaires de notification des décisions.".

*

* *

Selon sa jurisprudence constante (1), lorsque la section de législation a donné un avis, elle a épuisé sa compétence; il ne lui appartient, dès lors, plus de se prononcer à nouveau sur les dispositions déjà examinées, qu'elles demeurent inchangées, qu'elles aient été revues pour tenir compte de ses observations ou qu'elles aient reçu, entre-temps, la base légale qui leur faisait défaut.

L'avant-projet de règlement de procédure particulier au contentieux des décisions relatives à l'accès au territoire, au séjour, à l'établissement et à l'éloignement des étrangers a été rédigé par la section de législation, en application de l'article 6 des lois coordonnées sur le

---

(1) Cette jurisprudence est partagée par la section d'administration; voir, entre autres, l'arrêt nº 54.141 du 30 juin 1995, association sans but lucratif Clinique Sainte Elisabeth, selon lequel "... lorsque le ministre a consulté la section de législation du Conseil d'Etat, il ne doit la consulter une seconde fois que s'il se propose d'apporter au projet des modifications substantielles indépendantes des observations ou des suggestions de la section de législation".

Conseil d'Etat. En vertu de cette disposition, le demandeur détermine la matière et l'objet de l'avant-projet. Il résulte de la note explicative accompagnant l'avant-projet L. 29.892/4 du 6 mars 2000 que la section de législation a vérifié la validité de la demande qui lui était adressée. Il ne revient pas, en effet, au Conseil d'Etat de se prononcer une seconde fois sur tout ou partie du texte sur lequel il a déjà donné un avis.

L'examen porte, dès lors, exclusivement sur les éléments postérieurs à ceux ayant fait l'objet de l'avant-projet L. 29.892/4, à savoir vérifier :

- la validité de la saisine de la section de législation du Conseil d'Etat;

- le bon accomplissement des formalités préalables;

- si le fondement légal, conféré par la loi du 18 avril 2000 modifiant les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, ainsi que la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (Moniteur belge du 20 mai), soit postérieurement à la rédaction de l'avant-projet, est conforme à l'avant-projet de loi sur la base duquel la section de législation a élaboré son texte;

- les modifications apportées à l'avant-projet rédigé par la section de législation.

Il résulte de ces vérifications que le projet d'arrêté royal n'appelle pas d'observations.

Overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1996, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden aangegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

De motivering in de brief luidt aldus :

"(l'urgence) ... est motivée par les circonstances suivantes :

- l'entrée en vigueur, le 30 mai 2000, de la loi du 18 avril 2000 modifiant les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, ainsi que la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers;

- il s'indique, compte tenu de l'importance sans cesse croissante de ce contentieux ainsi que de la nécessité d'en assurer un traitement plus rapide et plus efficace par le Conseil d'Etat, de pouvoir appliquer dans les meilleurs délais les nouvelles règles de procédure particulières au contentieux devant le Conseil d'Etat des décisions relatives à l'accès au territoire, au séjour, à l'établissement et à l'éloignement des étrangers;

- il en va notamment ainsi en ce qui concerne les recours qui pourraient être très prochainement introduits contre des décisions prises en application de la loi du 22 décembre 1999 sur la régularisation de séjour de certaines catégories d'étrangers séjournant sur le territoire du Royaume et ce, à la suite de la récente mise en place des chambres de la Commission de régularisation créée par cette loi;

- l'avant-projet de règlement de procédure particulier a par ailleurs été rédigé par la section de législation du Conseil d'Etat, en application de l'article 6 de ses lois coordonnées, et seules

quelques modifications de détail ont été apportées à ce texte;

- il résulte de ce qui précède que le texte doit entrer en vigueur le plus rapidement possible tout en veillant cependant à ce qu'un temps suffisant soit laissé entre sa publication et son entrée en vigueur, afin de permettre aux administrés, à l'administration et au Conseil d'Etat de se familiariser avec ce texte ou de prendre les mesures nécessaires pour s'y conformer notamment en ce qui concerne les programmes informatiques et les formulaires de notification des décisions.".

*

* *

Wanneer de afdeling wetgeving een advies heeft gegeven, heeft ze, volgens haar vaste rechtspraak (1), haar bevoegdheid opgebruikt; het komt haar derhalve niet meer toe om zich opnieuw uit te spreken over reeds onderzochte bepalingen, ongeacht of deze ongewijzigd zijn gebleven, ze herzien zijn teneinde rekening te houden met haar opmerkingen of ze intussen de rechtsgrond verkregen hebben die ze eerst niet hadden.

---

(1) Deze rechtspraak wordt gedeeld door de afdeling administratie; zie, onder andere, arrest nr. 54.141 van 30 juni 1995, de vereniging zonder winstoogmerk "Clinique Sainte Elisabeth", waarin wordt gesteld dat "... wanneer de minister het advies van de afdeling wetgeving van de Raad van State heeft ingewonnen, hij alleen nogmaals op haar een beroep mag doen, als hij van plan is om in het ontwerp belangrijke wijzigingen aan te brengen die losstaan van de opmerkingen of voorstellen van de afdeling wetgeving.".

Het voorontwerp van bijzondere procedureregeling inzake geschillen over beslissingen betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen is door de afdeling wetgeving opgemaakt, met toepassing van artikel 6 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State. Krachtens die bepaling legt de aanvrager de stof en het voorwerp van het voorontwerp vast. Uit de toelichting bij voorontwerp L. 29.892/4 van 6 maart 2000 blijkt dat de afdeling wetgeving de geldigheid van het aan haar gerichte verzoek heeft nagegaan. De Raad van State komt immers niet het recht toe om zich een tweede maal uit te spreken over het geheel of over een deel van de tekst waarover hij reeds een advies heeft gegeven.

Het onderzoek heeft dan ook uitsluitend betrekking op recentere aspecten dan die welke aan de orde waren in voorontwerp L. 29.892/4, namelijk :

- toetsen of de afdeling wetgeving van de Raad van State op geldige wijze is geadiëerd;

- toetsen of de voorafgaande vormvereisten correct zijn vervuld;

- toetsen of de rechtsgrond, die verschaft wordt door de wet van 18 april 2000 tot wijziging van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, alsook van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen (Belgisch Staatsblad van 20 mei), dus na de redactie van het voorontwerp, conform

het voorontwerp van wet is op grond waarvan de afdeling wetgeving haar tekst heeft uitgewerkt;

- de wijzigingen toetsen die aangebracht zijn in het door de afdeling wetgeving opgestelde voorontwerp.

Uit die toetsing is gebleken dat over het ontwerp van koninklijk besluit geen opmerkingen behoeven te worden gemaakt.

La chambre était composée de

Messieurs J.-J. STRYCKMANS, premier président,
P. QUERTAINMONT, conseillers d'Etat,
P. VANDERNOOT, staatsraden,

Madame J. GIELISSEN, greffier assumé,

Le rapport a été présenté par M. X. DELGRANGE, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. P. BROUWERS, référendaire.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.

LE GREFFIER,

J. GIELISSEN

De kamer was samengesteld uit

De heren eerste voorzitter,
staatsraden,

Mevrouw toegevoegd griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. X. DELGRANGE, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. P. BROUWERS, referendaris.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.

LE PREMIER PRESIDENT - DE EERSTE VOORZITTER,

J.-J. STRYCKMANS